Pollution atmosphérique
ISSN : 2268-3798
Éditeur : Association pour la Prévention de la Pollution Atmosphérique

227 | 2015
Varia

Aperçu sur le portail NAZCA

Présentez votre action climat pour Paris 2015

Isabelle Roussel

https://www.peren-revues.fr/pollutionatmospherique/5318

DOI : 10.4267/pollution-atmospherique.5318

Référence électronique
Isabelle Roussel, « Aperçu sur le portail NAZCA », *Pollution atmosphérique* [En ligne], 227 | 2015, mis en ligne le 01 décembre 2015, consulté le 25 février 2026. URL : https://www.peren-revues.fr/pollutionatmospherique/5318

Droits d'auteur
CC-BY

Aperçu sur le portail NAZCA

Présentez votre action climat pour Paris 2015

Isabelle Roussel

TEXTE

1 Un aperçu de la plate-forme dédiée aux acteurs non étatiques sur laquelle ils peuvent faire part de leurs engagements en faveur de la maîtrise du climat. Une analyse en a été faite par « l'usine à GES[1] ».

2 Depuis un an, collectivités et entreprises sont invitées par l'ONU à publier leurs promesses climatiques sur le site Nazca, imaginé lors de la COP-20 de Lima. Ce site reprend le nom d'une culture pré-incaïque (https://fr.wikipedia.org/wiki/Incas) du Sud du Pérou (https://fr.wikipedia.org/wiki/Pérou), qui se développa entre -200 et 600 ap. J-C., connue pour ses géoglyphes (https://fr.wikipedia.org/wiki/Géoglyphes_de_Nazca), d'immenses lignes et figures tracées dans le désert.

3 Elles sont 8 596 cités, régions, entreprises, banques, sociétés d'assurance à avoir joué le jeu. Ces 8 596 acteurs, « non étatiques » comme les appelle l'ONU, ont mis en ligne sur la plate-forme Nazca leurs engagements en matière d'atténuation et d'adaptation.

4 Les contributions françaises ne représentent qu' 1,5 % du total : 55 villes, 9 régions et 64 entreprises tricolores ont déposé

leurs promesses.

5 Plus des deux tiers des contributions fixent des objectifs de réduction d'émissions, le plus souvent à moyen terme (entre 2020 et 2030). Les leviers les plus fréquemment actionnés sont l'énergie et l'efficacité énergétique (38 %) et les renouvelables (25 %).

6 De nombreuses entreprises : Air Liquide, Bouygues, Carrefour… s'engagent à intégrer dans leur processus d'investissement un coût virtuel du CO_2 (20 dollars par tonne pour Centrica, 5 dollars par tonne pour Electrobras) afin de favoriser les projets au meilleur bilan carbone.

7 561 actions proviennent d'organismes financiers : banques, assurances, fonds d'investissements ou de pension, qui s'engagent sur l'émission d'obligations vertes pour financer les énergies renouvelables, la construction de logements sobres ou de centres de tri de déchets. Bank of America, par exemple, entend ainsi faciliter le financement d'opérations de captage-stockage géologique de CO_2. L'Australien CareSuper consacre 50 millions de dollars à la plantation de puits de carbone forestiers. La NWB Bank néerlandaise lève 1,68 milliard de dollars d'obligations pour financer des projets d'adaptation et de résilience aux Pays-Bas. Les fonds de pension religieux sont bien représentés. Celui de l'Église d'Angleterre prévoit de consacrer 130 millions de dollars aux énergies renouvelables en Europe et aux forêts d'Amérique du Sud. Le Church Comissionners for England (autre fonds d'investissement anglican) déploie une ligne de crédits de 350 millions de dollars pour la construction de bâtiments sobres à Singapour et la gestion de forêts gourmandes en carbone. L'Église de Suède investira plus de 100 millions de dollars dans les technologies propres et les renouvelables en Norvège, les bâtiments sobres en Suède et dans les forêts britanniques. Le fonds de pension des fonctionnaires de la capitale de Norvège (8 milliards d'euros d'actifs) a décidé de céder toutes les actions et obligations qu'il détenait dans les entreprises produisant des énergies fossiles.

8 Les engagements des collectivités sont très nombreux et très divers : par exemple, Addis-Abeba comme Johannesburg s'engagent à réduire les émissions grâce à l'arrivée progressive de bus électriques. Mais la capitale économique de l'Afrique du Sud y ajoute 140 millions de dollars d'investissements dans l'efficacité énergétique, la gestion des

déchets et l'amélioration du système d'adduction d'eau. De quoi diminuer de 7 % le bilan carbone de ces trois activités entre 2007 et 2016. En réduisant à zéro les émissions de sa flotte de transport public, en multipliant les réseaux de chauffage urbain, en développant à grande vitesse le véhicule électrique, Oslo entend diviser par deux ses émissions entre 1990 et 2030. La plupart des régions du monde se proposent d'accroître, plus ou moins et plus ou moins vite, la part d'énergies renouvelables dans leur consommation finale. Le pompon revient au Jämtland suédois qui promet d'être « 0 fossiles » d'ici à 2030. Le département-région ultramarin de la Réunion entend développer les énergies marines, l'éolien, le solaire et doter 80 % des logements d'un chauffe-eau solaire d'ici à 2030.

9 Néanmoins, un secteur fait totalement défaut : l'agriculture et l'agroalimentaire, alors que ce secteur est à l'origine d'une tonne de gaz à effet de serre sur cinq. Les entreprises et les coopératives qui nourrissent le monde n'affichent que trois engagements qui sont très éloignés du monde paysan. Le groupe Mars veut réduire la déforestation qu'il provoque en accroissant ses achats auprès de producteurs (de bœufs, d'huile de palme, de pâte à papier ou de soja) certifiés. McDonald's annonce qu'il commencera à acheter de la viande « durable » dès l'an prochain. Le brasseur SABMiller prévoit de diminuer de moitié l'intensité carbone de ses brasseries, et d'un quart celle des autres opérations (culture des céréales, fabrication des emballages, logistique) entre 2008 et 2020. Une petite satisfaction pour finir.

10 Les entreprises et collectivités restreignent production et usage de ces GES à vie courte, en obéissant ainsi au protocole de Montréal concernant la protection de la couche d'ozone. En formant ses équipes, Alstom espère réduire de 8 % par équipement vendu ses rejets d'hexafluorure de soufre (SF6), un gaz de synthèse dont le pouvoir de réchauffement global est 22 000 fois supérieur à celui du dioxyde de carbone. En changeant ses armoires réfrigérées, le distributeur suisse Coop va abattre de 64 % ses rejets de GES entre 2008 et 2023. Les gestionnaires des réseaux de transport d'électricité espagnol et portugais (REE et REN) vont réduire leur utilisation de SF6, là encore en formant leurs équipes mais aussi en modernisant leurs transformateurs.

11 Portail accessible *via* ce lien : http://climateaction.unfccc.int.

NOTES

1 http://www.lusineages.com/pdf/UGES%20104_11_2015.pdf

AUTEUR

Isabelle Roussel
Association pour la Prévention de la Pollution Atmosphérique